

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, bien que le gouvernement soit revenu hier sur sa décision de désindexer, je pense qu'il est malgré tout réglementaire de présenter à la Chambre une pétition des résidents de ma circonscription qui protestent contre la proposition de désindexation.

LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): J'ai également une pétition venue du Syndicat du personnel manitobain et terre-neuvien d'Emploi et Immigration Canada. Il demande que le gouvernement revienne sur les changements à la Loi sur l'assurance-chômage qui font intervenir dans le calcul des prestations d'assurance-chômage l'indemnité de licenciement.

J'ai également une autre pétition des habitants de Castlegar, en Colombie-Britannique, qui protestent eux aussi contre ces changements à la Loi sur l'assurance-chômage.

LA COMMISSION D'ENQUÊTE DESCHÊNES

M. Andrew Witer (Parkdale-High Park): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter à la Chambre aujourd'hui une pétition au nom des nombreuses personnes qui ont écrit à mon bureau, m'ont télégraphié ou téléphoné pour exprimer leurs préoccupations au sujet de l'examen par la commission d'enquête Deschênes des éléments d'information présentés par l'Union soviétique. Ils redoutent la possibilité tout à fait réelle, compte tenu de ce qui s'est déjà passé, que la documentation que présentera l'Union soviétique ait été inventée de toutes pièces pour discréditer des personnes qui ont critiqué activement le régime soviétique.

● (1210)

J'ai une deuxième pétition qui me vient d'un certain nombre de Canadiens de Montréal qui prient la Chambre de refuser d'accepter les témoignages soviétiques devant les tribunaux canadiens et soutiennent que cela équivaldrait à reconnaître la légitimité du système juridique soviétique qui a condamné à la prison des milliers de militants pour la cause des droits de la personne sur des témoignages fabriqués.

J'ai une troisième pétition qui vient également de Montréal, monsieur le Président. Les pétitionnaires demandent à la Commission d'élargir son mandat de manière à englober des criminels de guerre soviétiques qui ont commis des atrocités durant la Seconde Guerre mondiale.

LA DÉSINDEXATION DES PENSIONS DE VIEILLESSE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, en ma qualité de vice-présidente du groupe de travail sur les pensions, j'ai l'honneur de présenter un certain nombre de pétitions de la part de Canadiens de tout le pays. Elles me viennent de Terre-Neuve, de Grande-Paririe, en Alberta, et de Prince George. Ces pétitions sont revêtues de 200 signatures de membres de l'Opération Solidarité qui représente des syndicats de toute la Colombie-Britannique. Elles regroupent en outre plus de 2,000 signatures de résidents de ma circonscription de Vancouver-Est qui s'ajoutent aux autres déjà présentées. Elles regroupent enfin plus de 1,000 signatures

Présentation de projets de loi

de résidents de nombreuses municipalités du sud de la Colombie-Britannique et des îles de la province. Je félicite tous ces pétitionnaires.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter sept pétitions qui me viennent de tous les coins de la circonscription d'Algoma et qui sont revêtues de la signature de citoyens qui protestent contre la désindexation des pensions de vieillesse. Leurs efforts ont manifestement beaucoup contribué au changement de politique du gouvernement. Ces pétitions viennent de l'île Manitoulin, des localités de la rive nord du lac Huron, de Blind River, du centre de la circonscription d'Algoma, des localités d'Elliot Lake, de Sault-Sainte-Marie et des environs, d'Espanola et des environs.

J'ai également une pétition revêtue de plusieurs douzaines de signatures de résidents de Medicine Hat, de Brooks et d'autres localités du sud de l'Alberta qui protestent contre la désindexation des pensions de vieillesse. Ces pétitions ont manifestement beaucoup contribué à faire revenir le gouvernement sur sa position.

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une série de pétitions qui appuient la décision du ministre des Finances (M. Wilson) de rétablir l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse. Ces pétitions proviennent des circonscriptions de Prince-Albert, Mackenzie et The Battlefords-Meadow Lake.

* * *

LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

MESURE MODIFICATIVE

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt) demande à présenter le projet de loi C-246, tendant à modifier la Loi électorale du Canada (congé).

M. le Président: Plaît-il à la Chambre d'autoriser le député à présenter ce projet de loi?

Des voix: D'accord.

M. Rodriguez: Si je présente ce projet de loi, monsieur le Président, c'est pour permettre à ceux qui sont élus députés à la Chambre des communes d'obtenir un congé de leur patron. Ce congé durerait tant qu'ils demeureraient députés.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

MESURE MODIFICATIVE

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt) demande à présenter le projet de loi C-249, tendant à modifier le Régime de pensions du Canada (pension de survivant).

M. le vice-président: Le député a-t-il la permission de présenter ce projet de loi?

Des voix: D'accord.